

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Tous-dans-la-rue-contre-l-intervention-occidentale-en-Syrie>

Tous dans la rue contre l'intervention occidentale en Syrie

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : jeudi 29 août 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La France se prépare à attaquer un pays pour « punir » son régime a déclaré François Hollande. Rien que ce terme de punir devrait être pris pour suspect et faire réagir n'importe quel démocrate. En démocratie, on ne punit pas, on juge d'abord. Sans doute manque-t-il à notre président quelque culture littéraire.

Il comprendrait alors en lisant Xénophon que la punition fait partie de l'arsenal exécutif du tyran. Sinon, pour faire plus moderne, devra-t-on rappeler qu'une intervention hors cadre légal de l'ONU nous ramènerait à une triste époque, celle de la SDN. L'histoire récente nous suggère que les résolutions de l'ONU prises en 2002 sur l'Irak puis en 2011 sur la Libye n'ont pas été respectées. En fait, telles qu'elles étaient rédigées, elles se prêtaient à une interprétation assez libre. Pour la Syrie en 2013, gageons que la Russie, pour qui la langue diplomatique n'est pas du chinois, ne se laissera pas entraîner dans quelques approximations sémantiques, pas plus que les Chinois. Cette fois, ce sera nîet, aucune résolution, ce qui obligera nos soldats à intervenir en dehors du cadre légal, ce qui serait un précédent depuis 1999 et les frappes contre la Serbie.

Une intervention militaire française ne peut pas être tolérée par le peuple qui se de fait, serait complice d'un acte de vengeance guerrière menée par nos troupes et plus grave, cela créerait un précédent annonçant une sombre période de l'Histoire où le droit et la règle deviennent des fantaisies arbitraires face à la loi des armes et des puissants. Les historiens du futur sauront méditer sur cette sinistre boîte de Pandore qu'est le droit d'ingérence, inventé par Kouchner au nom de principes humanitaires puis récemment transcrit en 2005 par une charte de l'ONU incitant à protéger les civils. Ce qui en fait est constitue un permis de faire la guerre. Un prétexte bien ficelé suffit, comme en Libye puis maintenant en Syrie. Pour nous démocrates, les gouvernements français, britanniques et tous les autres protagonistes s'apprêtent à franchir une ligne rouge en mettant en danger un peuple sous prétexte de le protéger. N'oublions pas aussi que lors du premier conflit en Irak, les Américains ont aidé les soldats de Saddam à gazer des Iraniens. Ce Monsieur Kerry ferait mieux de se taire. En plus avez-vous vu comme le glissement s'est produit. Les officiels et les médias parlent d'attaque chimique et même de gazage sans qu'aucun rapport sérieux n'ait été fourni. Les Américains disent en établir un d'ici une semaine et le publier. Mais vu ce que l'on sait des rapports sur les AMD publiés avant la guerre de 2003, qu'il nous soit permis de n'accorder aucune confiance aux Américains.

2013 sera l'année charnière. L'entrée dans un monde dominé par des puissances autoritaires ou bien une petite amorce du regain démocratique mais à la seule condition que des millions de manifestants, en France, en Europe et dans le monde, se décident à affirmer leur refus de cette opération punitive déclenchée pour diverses raisons par de crépusculaires chef d'Etat occidentaux.

1914, Jaurès, temps d'espoirs et de pacifisme mais aussi de sombres desseins nourris par les régimes et leurs dirigeants. Les gouvernements du monde sont responsables de millions d'enfants morts dans tous ces conflits depuis un siècle et des centaines de millions de décès, blessés, soldats déglingués. Des bâtiments détruits, des ruines résultant d'intransigeances mortifères qui n'ont pas pu être corrigées par les vigilances démocratiques. Cette fois, en 2013, les peuples disposent d'une occasion unique pour stopper une intervention injuste et tragique, aux conséquences peut-être épouvantables. Et dire que François Hollande affirme que c'est pour protéger les civils. Sait-il vraiment comment un conflit évolue si on accentue le bruit des armes. Ou bien il est aveugle, ou bien il nous prend pour des cons et cela, c'est insupportable. Nous n'avons pas élus démocratiquement un président pour qu'il heurte nos consciences et se moque de la raison.

Sachons exprimer que nous ne sommes pas dupes et que ces manoeuvres punitives entrelacées à d'autres actions plus souterraines n'indiquent aucun souci des dirigeants occidentaux pour le peuple syrien. Ces gens là sont aveuglés dans leur bureau. Un exemple, lors de la guerre en Irak, un jeune conducteur de camions a reçu l'ordre

d'écraser des gamins s'il s'en trouvait sur le chemin, pas question de prendre des risques. Voilà où se situe l'intérêt des gouvernants pour les populations civiles. Alors, depuis des décennies, la démocratie est parfois efficace, souvent spectacle, cirque électoral mais un principe a toujours prévalu, celui de l'intérêt supérieur de l'Etat. Bien plus puissant que l'intérêt des peuples. Si au moins une fois nous pouvions nous retrouver dans la rue pour dire que cette époque doit cesser et que le principe des peuples est au-dessus des Etats. Au moins une fois pour honorer Jaurès et la référence étant plus que dans le sujet car la Syrie ne résume pas à un terrain de conflits circonscrits. C'est ce que pensaient les élites européennes lorsque les républiques balkaniques étaient en bisbille en 1913. On connaît la suite.

Il faut ouvrir les yeux et ne plus se laisser impressionner par la rhétorique propagandiste propagée par les médias de masse. Certes le régime syrien n'est pas tendre et même très violent mais cette violence, elle est dans le gène de tous les pays occidentaux, y compris les Etats-Unis avec les exactions commises par les GI et j'en passe. Et puis, l'histoire nous a appris que la barbarie n'a pas besoin d'être sur le terrain pour s'exercer. Ceux qui n'entendent pas iront consulter le cas Eichmann. Alors, tous dans la rue pour ne pas ajouter la barbarie occidentale à celle que subissent déjà lourdement les populations, par la faute des quelques pays qui arment des rebelles sans savoir qui ils sont vraiment.

Sur les ondes on entend quelques voix glorifier la posture de chef d'Etat de Hollande. Un autre observateur analyse la position de notre président comme celle d'un gouvernant souhaitant montrer la fiabilité de la France à travers sa capacité militaire et l'art de l'employer. Sommes-nous autant gagnés que les Américains par cette culture de la force, de la militarisation et même de la cruauté pour désirer le choix des armes. La France brille bien plus par sa diplomatie et sa capacité à trouver les solutions politiques. Non, Hollande ne grandit pas la France, il la fait régresser d'un siècle. Il n'est pas le seul responsable puisque la presse en rajoute, pas autant qu'aux Etats-Unis où les médias de masses sont devenus ivres de guerre. Les bonnes âmes de chez nous ne mesurent pas la pourriture du système. Les choses sont claires. Nous sommes quelques-uns à savoir que la presse de masse dans les pays occidentaux est devenue une presse belliqueuse, perverse, cruelle et même sadique. Il faut mettre un terme à ce Système sinon nos gosses vont crever dans un univers du chaos.

Tout est question de conscience. On ne vit qu'une fois. A la fin on revit sa vie. Et on voit si on a été un con, un complice, un salaud, un déserteur face aux choses du monde, un sous-homme, une raclure de bidet, ou un juste, un homme debout, un résistant, qui a su voir et dire non !

par Bernard Dugué

[AgoraVox](#). Paris, le 29 août 2013

Post-scriptum :

Ce texte est libre de diffusion. Il ne sert que la cause de la démocratie, de la justice et de la vérité. Vous pouvez le faire circuler, ou pas... un jour, la mort vous ramènera à votre vérité.
